

**Point de presse de la porte-parole -
Déplacement de Mme Nathalie
Loiseau dans le Vaucluse - Ukraine
- Yémen**

(Paris, 10 septembre 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau dans le Vaucluse (10 septembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes est aujourd'hui lundi 10 septembre dans le Vaucluse, aux côtés de Mme Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Les ministres ont participé à la cité scolaire d'Apt à une consultation citoyenne sur l'Europe, lancée par l'association " Citoyens d'Europe d'Apt", et ont échangé avec 150 lycéens et collégiens du Vaucluse sur leurs attentes vis-à-vis de l'Europe, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement et l'enseignement supérieur.

À ce jour, plus de 700 événements en France ont été labellisés "consultation citoyenne sur l'Europe" dont plus de 350 ont déjà été menés à bien, dans quasiment tous les départements. Une consultation numérique a été lancée le 9 mai 2018, avec un questionnaire unique dans toutes les langues officielles de l'Union, disponible sur le site de la Commission ou via <https://www.quelleestvotreeurope.fr/>.

2 - Ukraine

Q - Comment évaluez-vous l'intention des autorités de la République populaire autoproclamée de Donetsk d'organiser les prochaines élections le 11 novembre ?

R - La France rappelle son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.

L'annonce de la tenue d'élections le 11 novembre 2018 contrevient aux accords de Minsk, qui demeurent le seul cadre de règlement politique du conflit dans l'est de l'Ukraine.

Les accords de Minsk prévoient que les élections dans les territoires aujourd'hui sous contrôle

séparatiste doivent se tenir en accord avec la loi ukrainienne sur le statut spécial. Toute initiative qui ne répondrait pas à ces conditions doit donc être condamnée.

3 - Yémen

Q - Que peut faire la communauté internationale, notamment la France, pour tenter de ramener les belligérants à la table des discussions dans le conflit yéménite ?

R - La France regrette que les consultations à l'invitation des Nations unies n'aient pu se tenir, comme prévu, samedi dernier à Genève. Elle appelle les parties à reprendre au plus vite les discussions menées par l'envoyé spécial, M. Martin Griffiths, à qui elle réitère son plein soutien.

Face à la triple crise humanitaire, sanitaire et alimentaire que subit le peuple yéménite, la France a pris l'initiative de réunir le 27 juin dernier à Paris des experts représentant les Etats et les agences internationales les plus impliqués au Yémen, afin d'identifier les moyens concrets de répondre à l'urgence humanitaire, et en particulier aux obstacles à l'accès et à la distribution de l'aide. Cette conférence fait l'objet d'un suivi régulier avec nos partenaires de la région.

La France rappelle les impératifs que sont la protection des civils, la sécurité des personnels humanitaires et médicaux et le libre accès humanitaire. Ces obligations s'imposent à toutes les parties. La France condamne les violations du droit international humanitaire au Yémen, quels qu'en soient les responsables, ainsi que les menaces que font peser les tirs de missiles revendiqués par les Houthis sur le territoire de l'Arabie saoudite et la navigation internationale dans le détroit de Bab el-Mandeb.

Seule une solution politique négociée et inclusive, sous l'égide des Nations unies, permettra de mettre un terme à la guerre au Yémen, de soulager durablement la situation humanitaire, et de ramener la stabilité et la sécurité dans la péninsule arabique et le détroit de Bab el-Mandeb. C'est l'objectif des efforts que déploie la France auprès de l'ensemble des pays impliqués, du gouvernement yéménite et des Houthis, avec qui notre ambassadeur est également en contact./.